

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 04 mars 2024

Régional

Chute des volumes de transport sur le canal de Suez dans un contexte de crise en mer Rouge

Les volumes de transport maritime sur le canal de Suez ont chuté fortement mi-février (de 55 % par rapport à février 2023) du fait des attaques en mer des rebelles houthis forçant les navires commerciaux à éviter l'artère principale du commerce mondial. Les revenus du canal de Suez sont ainsi tombés à 428 MUSD en janvier 2024, près de 2 fois moins qu'un an auparavant. Le détournement des transports en mer Rouge vers des itinéraires plus longs affecte les chaînes d'approvisionnement mondiales. L'impact sur l'inflation dans la zone AEOI a commencé à se faire sentir. La banque centrale du Rwanda a annoncé que le retard et l'augmentation des prix du transport avaient déjà affecté le commerce et les prix depuis janvier, particulièrement pour les matières premières. Les effets sur les économies de la région AEOI pourraient être significatifs si la situation se prolonge, en particulier la Corne de l'Afrique, 31 % des échanges extérieurs de Djibouti et 34 % de ceux du Soudan empruntant le canal de Suez, et environ 95 % des échanges de l'Éthiopie transitant par Djibouti. Les données analysées par SEFACIL, une fondation française consacrée à la logistique portuaire, montrent une chute de 10 % des escales à Djibouti, de 22 % à Port-Soudan, tandis que Mombasa est le seul port de la zone à en gagner (+ 15 %).

Comores

Hausse des créances douteuses au 3^{ème} trimestre 2023

Selon les données de la Banque centrale des Comores (BCC), la qualité du portefeuille des établissements de crédit s'est dégradée au 3^{ème} trimestre 2023. En effet, à fin septembre 2023, les créances douteuses s'établissaient à 8,5 Mds KMF (environ 17,2 MEUR), contre 7,8 Mds KMF (15,7 MEUR) à fin juin, soit une hausse de 7 %. Le taux des créances douteuses a atteint ainsi 15 % à la fin septembre, contre 14,4 % trois mois plus tôt. Quant aux provisions des établissements de crédit, elles

ont augmenté de 5,8 %, s'établissant à environ 11 Mds KMF (22,2 MEUR) à la fin de septembre.

Erythrée

Construction d'une ferme photovoltaïque à 40 km d'Asmara

L'entreprise chinoise *China Energy Engineering Corp* vient de signer un projet de construction de centrale photovoltaïque en Erythrée. Le projet, situé dans la zone de Dekemhare à 40 km de la capitale, inclut le développement d'une centrale solaire d'une capacité de 30 MW, un système de stockage d'énergie de 15 MW/30 MWh ainsi qu'une ligne de transmission aérienne de 66 kV d'environ 750 mètres. Ce projet serait financé par une subvention de la Banque Africaine de Développement (BAD) de 49,9 MUSD accordée en avril 2023. En avril 2020, le gouvernement érythréen a publié le document Vision 2030 visant entre autres à atteindre 20 % de production d'électricité renouvelable. D'après la BAD, une fois terminé, ce projet augmenterait la part des énergies renouvelables dans le mix électrique à 23 %.

Ethiopie

Inauguration d'un hub d'e-commerce par Ethiopian Airlines

Le groupe *Ethiopian Airlines* (EAG) a inauguré la première plateforme logistique d'e-commerce du pays située à côté du terminal cargo de l'aéroport de Bolé d'Addis-Abeba (ADD). D'une capacité annuelle de 150 000 t, la plateforme représente un investissement de 55 MUSD couvert par le groupe. EAG offrirait ainsi un service de transport aérien pour les marchandises provenant des fournisseurs mondiaux d'e-commerce, marchandises ensuite expédiées à travers le réseau africain de la compagnie. *Ethiopian Airlines* a conclu des partenariats avec *Alibaba* et *Amazon* notamment pour assurer l'activité de sa plateforme. Un accord de partenariat avait également été signé avec *Mail Americas* (MA), un opérateur postal privé, en janvier 2023 afin de développer des services d'e-commerce en Afrique et au Moyen-Orient, avec Addis-Abeba comme hub. Cette stratégie s'inscrit dans l'ambition du groupe de faire d'Addis-Abeba le premier hub logistique du continent. Le trafic de fret d'EAG était de 740 000 t sur l'année fiscale précédente (2022/2023), ce qui représente un revenu de 2 Mds USD (1/3 du revenu total) pour la compagnie sur ce seul segment. *Ethiopian Airlines* s'est par ailleurs engagé à garantir une réduction de 10 % sur ses taux de fret applicable dès août 2023 sur les expéditions de marchandises intra-africaines, en soutien au projet continental de Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAf).

La vente des légumineuses et des graines oléagineux à perte fait l'objet d'une réglementation

Face aux pratiques des exportateurs de légumineuses et de graines oléagineuses consistant à vendre à perte sur les marchés internationaux, le ministère du Commerce et de l'intégration régionale éthiopien impose désormais aux exportateurs d'aligner leur prix à l'exportation avec les prix pratiqués sur le marché intérieur. Face à la hausse considérable des prix sur le marché intérieur et un important besoin de devises étrangères, les exportateurs éthiopiens acceptaient d'exporter leur marchandise à prix réduits afin d'acquérir les devises nécessaires à leurs importations. Grâce à cette mesure, le gouvernement éthiopien espère faire remonter les revenus d'exportations et les recettes fiscales. Cependant, l'annonce a eu un effet direct sur les activités commerciales, avec la perte de 32 contrats de vente selon l'Association des transformateurs-exportateurs de légumineuses,

d'oléagineux et d'épices (EPOSPEA). D'après l'EPOSPEA, les exports de légumineuses ont enregistré une croissance de 79 % par rapport à 2022 atteignant 311 MUSD, tandis que les exports d'oléagineux ont connu une chute de 13 % sur la même période, portant le total à 253 MUSD. La famille des légumineuses comprend le soja, le pois chiche, les haricots, tandis que les oléagineux comprennent notamment l'arachide, le sésame, les graines de tournesol et le colza.

Kenya

Signature d'un prêt du Trésor de 128 MEUR pour le commuter rail de Nairobi

Les conventions de financement pour un prêt de 128 MEUR pour financer la réhabilitation du commuter rail de Nairobi a été signé le 1^{er} mars 2024 par l'ambassadeur de France au Kenya Arnaud Suquet et le Secrétaire principal au Trésor Chris Kiptoo en présence du secrétaire d'Etat à la Mer et à la Biodiversité, Hervé Berville. Ce projet a pour objectif de moderniser le chemin de fer afin d'offrir de mobilité urbaine plus rapide, durable et abordable aux habitants de Nairobi en réduisant la congestion routière et les émissions de GES et polluants. Il va permettre de créer un système de gestion numérisé et automatisé des billets pour l'ensemble du réseau existant, de rénover la ligne 5 du commuter de Nairobi en triplant la vitesse moyenne et d'installer un système de signalisation moderne sur cette ligne. La mise en œuvre du projet sera assurée par un consortium de trois entreprises françaises, Egis, Thales et ESAF, avec leurs sous-traitants kényans.

Accord de partenariat économique (APE) - UE-Kenya

Le 29 février, le Parlement européen a approuvé l'accord de partenariat économique (APE) entre l'UE et le Kenya. Ce dernier prévoit que les exportations kényanes vers l'UE (à l'exception des armes) soient intégralement exemptées de droits de douane. En contrepartie, les produits européens à destination du Kenya subiront un traitement différencié et progressif. A termes, d'ici 25 ans, seuls 17,4 % des produits européens exportés vers le marché kenyan seront toujours sujet à droits de douane. Un traitement asymétrique que le Kenya a décidé de mettre à profit pour protéger ses industries existantes/naissantes (agriculture, pêche, tabac, textile, produits animaux). Pour rappel, en termes de relation commerciale, l'UE est le 2^{ème} partenaire du Kenya, après la Chine, et son plus important marché d'exportation. A noter que cet APE bilatéral reste ouvert à la signature aux autres membres de la CAE.

Le Kenya signe un pacte avec l'Agence africaine d'assurance du commerce (ATIDI) pour développer des projets d'énergie renouvelable

Le Kenya a signé un accord avec l'ATIDI, l'Agence africaine d'assurance du commerce, afin de développer des projets d'énergie renouvelable et renforcer ses capacités de production et de transmission d'électricité. Ces projets seront mis en œuvre par l'intermédiaire de la facilité régionale de soutien à la liquidité (RLSF), un instrument de rehaussement de crédit fourni par l'ATIDI aux producteurs indépendants d'énergie renouvelable (IPP) qui vendent l'électricité à des compagnies d'électricité publiques. L'ATIDI émettra des instruments de liquidité du RLSF adossés à des garanties en espèces de la KfW (Banque publique allemande de développement) et de Norad (Agence norvégienne pour la coopération et le développement), à l'intention des IPP ou des sociétés de transmission privées, pour une durée maximale de 15 ans. Chaque instrument du RLSF couvrira un maximum de 12 mois de revenus pour le projet. Le Kenya devient le 10^{ème} état membre de l'ATIDI à signer le MoU du RLSF après le Bénin, le Burundi, la Côte d'Ivoire, le Ghana, Madagascar, le Malawi, le Togo, l'Ouganda et la Zambie. À ce jour, les instruments de liquidité du RLSF ont été émises à l'appui de 6 projets d'énergie renouvelable au

Burundi, au Malawi et en Ouganda, permettant un financement de 207,5 MUSD et une capacité de production d'électricité installée de 136,3 MW.

Madagascar

Visite du DG de l'AFD à Madagascar : signature de trois accords de financement pour un total de 88,8 MEUR avec le gouvernement malgache

La ministre malgache de l'Economie et des finances, Rindra Rabarinirinarison, et le Directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD), Rémy Rioux, ont signé le 1^{er} mars trois accords de financement d'une valeur totale de 88,8 MEUR en faveur de Madagascar, en présence du Premier ministre Ntsay, de l'Ambassadeur de France Arnaud Guillois et des ministres de la Décentralisation et de l'agriculture. Les accords de financement portent sur (i) le projet de développement des villes d'équilibre (Padeve 2; 49 MEUR), qui vise à accompagner six villes intermédiaires à travers la réhabilitation ou la construction d'infrastructures urbaines; (ii) le projet Talaky Be de 14,8 MEUR visant la lutte contre l'insécurité alimentaire par des pratiques agricoles durables; et (iii) le projet d'amélioration de productivité et la résilience des populations rurales (PPRM, 25 MEUR) dans les régions d'Alaotra Mangoro et Sofia. A ces financements s'ajoute un appui de 5 M EUR dans le cadre d'une 4^{ème} convention au bénéfice de la Fondation pour les aires protégées et la biodiversité de Madagascar.

Accord de coopération bilatérale et commerciale entre les gouvernements malgache et turc signé lors du Forum diplomatique d'Antalya

Les ministres des Affaires étrangères malgache et turc ont signé un accord de coopération bilatérale et commerciale le 2 mars, en présence de leur deux présidents respectifs Andry Rajoelina et Recep Tayyip Erdoğan. Cet accord, signé dans le cadre du Forum diplomatique d'Antalya 2024, prévoit la mise en place d'une commission mixte économique afin de renforcer les échanges commerciaux entre les deux pays. Le gouvernement turc s'est notamment engagé à fournir une liste d'opérateurs locaux qui pourraient investir dans le volet construction du projet de nouvelle ville Tanamasoandro. L'ouverture d'une ambassade de Madagascar à Ankara est par ailleurs envisagée, ainsi qu'un bureau de l'Agence turque de coopération et de développement (TIKA) à Madagascar.

Maurice

Hausse de l'indice global des prix à la production agricole

Selon un rapport de *Statistics Mauritius*, l'indice global des prix à la production agricole (PPI-A) s'est établi à 176,4 points, soit une hausse de 2,5 % en décembre 2023, par rapport à septembre 2023. Cette évolution résulte de variations mensuelles contrastées : baisse de 3,1 % en octobre, hausse de 4,4 % en novembre et nouvelle hausse de 1,3 % en décembre. Le prix du sucre, élément important de l'économie mauricienne, devrait également connaître une augmentation pour la période 2023-2024. L'indice pour la période juillet-décembre 2023 s'établit à 267,8 points, soit une hausse de 1,7 % par rapport à la période précédente. Le sous-groupe "animaux et produits animaux" a connu une augmentation plus marquée, avec un indice en hausse de 4,9 %, atteignant 154,2 points en décembre 2023, cette évolution étant principalement attribuée à la hausse des prix de la volaille (+7,2 %). En ce qui concerne l'indice trimestriel, on observe une baisse de 2,4 % au quatrième

trimestre 2023, par rapport au trimestre précédent. A noter que l'augmentation en glissement annuel est de 1,7 %.

Ouganda

3^{ème} édition du *Uganda-EU Business Forum* : renforcer le commerce entre les deux régions

Du 5 au 7 mars 2024 a lieu la 3^{ème} édition du « *Uganda-EU Business Forum* », événement coorganisé par l'Ouganda et l'Union européenne visant à renforcer les flux commerciaux entre les deux régions. On note une mobilisation politique importante avec plus de 3 600 participants et la présence du Président Museveni, de 10 ministres ainsi que de 24 entreprises françaises. Des accords de coopération seront signés à l'issue du forum. Pour mémoire, les flux commerciaux entre l'UE et l'Ouganda s'élevaient à 1,5 Mds EUR en 2022 (exportations de l'UE à 683 MEUR et exportations de l'Ouganda à 778 MEUR). L'UE est le premier investisseur en Ouganda, comptabilisant 40% des IDE entrant dans le pays (1,2 Mds EUR). L'Ouganda appelle à un renforcement des investissements européens en particulier dans quatre secteurs : l'agrobusiness, le secteur minier, les infrastructures et le tourisme.

La BoU augmente son taux directeur face à la dépréciation de l'UGX et des pressions inflationnistes

Lors d'une réunion spéciale du Comité de Politique Monétaire qui s'est tenue le 6 mars, la Banque centrale de l'Ouganda a augmenté son taux directeur de 50 points de base à 10,0 %, après avoir maintenu son taux inchangé à 9,5 % lors de ses trois précédentes réunions. L'économie ougandaise fait face à une dépréciation de sa monnaie et des pressions inflationnistes. L'inflation et l'inflation sous-jacente se sont établies à 3,4 % en février, en hausse par rapport aux 2,8 % et 2,4 % de janvier respectivement, en raison de la hausse des prix des services et de l'énergie. De plus, le UGX a baissé d'environ 3 % depuis le début 2024, atteignant son plus bas niveau face au USD à la fin de février (3 955/3 965) à cause de sorties d'investissements étrangers et d'anticipation de nouvelles dépréciations. Celles-ci risquent de générer des effets de second tour avec la répercussion de la hausse des prix des biens importés, et pourraient porter l'inflation au-dessus de la cible de 5 % au S2 2024.

Rwanda

La Banque mondiale recommande au Rwanda de soutenir les investissements du secteur privé

Dans sa 22^{ème} édition de la mise à jour de l'économie du Rwanda, la Banque mondiale recommande au pays de construire une structure économique basée sur l'investissement privé plutôt que sur le public, et de trouver des voies innovantes pour rehausser l'épargne intérieure. Celle-ci ne dépasse pas 10 % du PIB depuis les dix dernières années, loin de l'objectif de 30 % du plan Vision 2050 porté par le gouvernement. La Banque mondiale estime que l'Etat doit sensibiliser les citoyens aux programmes d'épargne disponibles à l'instar de la pension « *Ejo Heza* », des assurances et des marchés de capitaux. La BM suggère aussi d'autres voies innovantes pour rehausser l'épargne intérieure comme le partenariat avec certains projets privés, l'introduction d'une section d'épargne dans certaines transactions ou la promotion de l'épargne dans les coopératives des travailleurs du secteur informel et pour les membres de la diaspora rwandaise.

Seychelles

Inauguration d'une écloserie d'échinodermes à Providence sur financement de la Banque mondiale et du Fonds pour l'environnement mondial

Une écloserie d'échinodermes en conteneur pour l'aquaculture des Seychelles, faisant office de structure temporaire d'oursins, a été inaugurée le 29 février au port de pêche de Providence sur l'île de Mahé. Conçue et construite par l'entreprise sud-africaine *Deep Blue Aqua* pour un coût de 120 604 USD, elle dispose d'une capacité de production évaluée entre 18 000 et 288 000 oursins et concombres de mer. La nouvelle écloserie temporaire dispose de deux conteneurs d'équipements personnalisés. Cette structure a été financée par la Banque mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), au titre du projet de gouvernance et de croissance partagée des pêches du sud-ouest de l'océan Indien (SWIOFish3).

Somalie

La Somalie devient le 8^{ème} Etat membre de la CAE

Le ministre du Commerce et de l'industrie somalien a présenté l'instrument de ratification au Secrétaire général de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), finalisant ainsi le processus d'adhésion d'un nouveau membre. Le pays devient ainsi le 8^{ème} pays membre de la Communauté, après que la RDC l'avait rejoint en 2022. La Somalie doit désormais définir la feuille de route qui lui permettra de mettre en place les engagements de la CAE tels que l'union douanière et le marché commun. La Somalie va bénéficier des projets d'infrastructures régionales de la CAE dans les domaines routiers, ferroviaire et énergétique. La CAE va permettre au pays de s'intégrer au marché régional et de développer son commerce et son accessibilité, tout en connectant les pays enclavés à ses 3 000 km de côtes.

Soudan

La BAD continue à soutenir la production de blé au Soudan

Le *Sudan Emergency Wheat Production Project*, financé par la Banque africaine de développement (BAD), est toujours opérationnel dans les deux états du nord ainsi que dans l'état de Kassala à l'est, continuant à fournir du soutien aux agriculteurs en intrants (semences, pesticides et engrais) et en assistance technique et logistique. La BAD a cependant annoncé la sortie du programme des deux états de la Gézira, plus grand producteur de blé avec 40 % de la production totale du pays, et du Nil Blanc. Ce projet inauguré en 2022, est financé par un don de 73,81 MUSD de la part de la BAD et mis en œuvre par le PAM. Il a pour objectif spécifique d'augmenter la production, la productivité et la rentabilité de la production locale de blé en intensifiant la livraison aux petits exploitants agricoles, dans les zones cibles de tout le pays, de semences certifiées de variétés de blé résistantes au climat et d'engrais.

Alburhan met des conditions à l'acceptance d'une initiative africaine

Le Président du Conseil de la souveraineté, Abdelfatah Alburhan, a rencontré le 3 mars à Port Soudan une haute délégation de l'Union Africaine (UA) dirigée par Mohamed Ibn Chamabas, Haut représentant de l'UA pour l'initiative « Faire taire les armes ». Les responsables africains sont arrivés au Soudan dans le cadre d'un projet de résolution proposé par la Commission de l'UA en janvier pour faciliter le dialogue entre les parties prenantes soudanaises en collaboration avec la communauté internationale. Alburhan a informé la délégation que l'acceptation de cette

initiative par le Soudan était conditionnée au rétablissement du statut de membre de plein droit du pays au sein de l'UA, soulignant au même temps que toute solution devrait être basée sur le retrait des RSF des zones occupées. L'UA avait suspendu le Soudan à la suite du coup d'Etat du 25 octobre 2021.

Soudan du Sud

Risques de montée des tensions à l'approche des élections

Le SPLM-IO (*Sudan People's Liberation Movement in Opposition*), principal parti d'opposition sud-soudanais, a annoncé qu'il renonçait à participer aux élections générales prévues fin 2024, selon Radio Tamazuj. Le parti justifie cette décision par un manquement à la plupart des prérequis fixés par l'accord de paix de 2018 dont le recensement national et l'élaboration d'une constitution permanente. A noter que le chef de la mission des Nations Unies pour le Soudan du Sud (UNMISS), Nicholas Haysom, a exprimé, fin 2023, ses craintes concernant une possible montée des tensions à l'approche des élections en raison des défis résultant de la situation économique, de l'environnement politique fragile et des catastrophes climatiques.

Crise humanitaire aggravée par le conflit soudanais

Dans son rapport «*South Sudan Country Brief*» publié en janvier 2024, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) témoigne d'une situation humanitaire critique dans le pays cumulé à une insécurité persistante. Selon le rapport, le Soudan du Sud accueille plus de 381 000 réfugiés et compte 2 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays. Le PAM a déboursé 3,1 MUSD en transferts directs de fonds dont ont bénéficié 818 000 personnes. Malgré cela, les besoins financiers restent très élevés pour faire face à la crise et sont estimés à 252 MUSD pour les prochains six mois en plus de 74 MUSD pour faire face aux urgences liées au conflit soudanais.

Tanzanie

Signature des accords bilatéraux de coopération économique entre la Tanzanie et l'Ethiopie

A l'occasion de la visite officielle du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed la semaine dernière en Tanzanie, à l'invitation de la Présidente Samia Suluhu Hassan, la Tanzanie et l'Ethiopie ont signé des protocoles d'accord. Ces accords visent à faciliter les échanges bilatéraux et les investissements dans des secteurs clés pour les deux pays comme le café et le thé. La coopération dans le domaine de l'énergie figure également au centre des accords. Les deux pays ont convenu de coopérer pour produire de l'électricité grâce à l'échange de technologies dans le cadre du programme *East African Power Pool*. Le gouvernement tanzanien a aussi fait appel à des experts éthiopiens pour la mise en place de centrales hydroélectriques, de systèmes d'irrigation et de technologies d'utilisation des sols dans le but d'accroître la production d'électricité et l'agriculture. Enfin, la Tanzanie et l'Ethiopie souhaitent collaborer pour mettre fin aux réseaux de traite d'êtres humains et d'immigration clandestine dans la région. Alors qu'ils collaborent déjà dans divers domaines tels que l'aviation, l'élevage et l'agriculture, l'Ethiopie et la Tanzanie cherchent à renforcer leurs liens diplomatiques et leur collaboration économique.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr